

Le retour au néolibéralisme a commencé au Brésil



Même si son mandat n'a qu'un caractère provisoire, le président en fonctions du Brésil, Michel Temer, n'a pas perdu son temps. Il a commencé à appliquer des principes néolibéraux et à faire marche arrière des politiques sociales et de bénéfice populaire mises en application par le Parti des Travailleurs.

Quelques jours après avoir pris possession de sa charge, des signaux alarmants sortent du siège de l'exécutif, parmi eux l'éventuelle participation du capital privé dans certains services publics comme les postes, les transports, l'énergie et les assurances.

Le prétexte avancé pour promouvoir cette privatisation est la réduction des dépenses publiques et la diminution de l'appareil administratif étatique. À partir de maintenant ces services en seront plus gérés par l'état, ils resteront exclusivement entre les mains du marché, entité extrêmement puissante qui régule la production et la distribution des richesses selon la formule qui stipule qu'il revient plus à celui qui a plus.

C'est pour cela que le cabinet de Temer n'a étonné personne. Les charges sont réparties entre des millionnaires et des politiques très proches de la classe puissante, nombreux d'entre eux avec des affaires en justice pour des présumés actes de corruption.

Il n'y a, au cabinet ministériel, pas un seul représentant des organisations populaires, syndicales, indiennes ou paysannes. Les femmes et les noirs en ont été exclus aussi. Il s'agit d'un appareil au plus pur style patriarcal du 19^e siècle ou de la première moitié du XX^e siècle.

D'après le journal O Globo, qui est d'ailleurs l'un des principaux porte-parole des putschistes et qui sait donc de quoi il parle, le gouvernement serait en train de considérer la vente partielle de sa participation dans l'entreprise des postes et dans la Maison de la Monnaie.

O Globo explique aussi, que des actions de l'unité d'assurances de la Caisse Économique Fédérale, une sorte de bailleur public pourraient être vendues tout comme des actions de plusieurs opérateurs de ports tout au long du pays

D'autres opérations prévues, selon O Globo, sont la vente partielle de la firme Infraero, qui opère des aéroports, ainsi que 200 petites entreprises électriques sous contrôle d'Eletrobras, appartenant à l'État.

C'est ainsi qu'est en marche le démantèlement de plusieurs réformes réalisées ces 13 dernières années et qui ont permis au gouvernement de se doter de ressources pour mettre en place des programmes d'éducation, d'emploi, de santé et de logement.

À cela vient s'ajouter l'élimination du portefeuille chargé des femmes, des droits humains et d'égalité raciale, ainsi que de la disparition du Ministère de la culture. Tous ces éléments nous permettent de voir plus clair le cap mis par Temer. Comme dit le vieux dicton populaire "Comme on connaît les Saints, on les honore".

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/93851-le-retour-au-neoliberalisme-a-commence-au-bresil>



Radio Habana Cuba